

Il y a eu aussi un gouvernement créditiste. Ce parti était dirigé par le regretté William Aberhart, un homme vigoureux, mais à l'entendre parler des banques, on n'aurait jamais cru qu'il avait été conservateur. Il a parlé du pouvoir des banques. Il a constaté que les gens étaient affamés, mais que des denrées étaient disponibles. Pourquoi donc, s'est-il dit ne pas se procurer les fonds voulus pour distribuer les produits à la population et les rassasier en cette terre d'abondance. Il proposait une nouvelle théorie, mais un service de sécurité aurait cru qu'il voulait bouleverser le pays. Il aurait été regrettable que son parti ne réussisse pas à prendre le pouvoir durant les 35 ou 36 années suivantes pour donner à l'Alberta un gouvernement et une orientation valables. Je pense à des personnes comme les premiers ministres MM. Manning et Aberhart qui étaient des hommes énergiques, de loyaux Canadiens qui voulaient que tous nos citoyens partagent la grande richesse de notre pays.

● (1630)

Plus récemment encore, il y a eu un mouvement séparatiste dans l'ouest du Canada. A mon avis, c'étaient tous de loyaux Canadiens qui avaient adopté des idées différentes. Ils croyaient qu'en raison de la population élevée au Québec et en Ontario, les provinces Maritimes ou l'Ouest ne pourraient jamais obtenir justice. Je prétends le contraire. Je dis que le salut du Canada repose sur la réforme du Sénat où des freins et contrepoids peuvent exercer des pressions sur un gouvernement arrogant. Si nous avions eu des freins et contrepoids quand le programme énergétique national a été proposé, il n'aurait jamais été adopté et ainsi n'aurait pas ruiné l'industrie dans l'ouest du Canada. Si nous avions eu des freins et contrepoids quand le projet de loi sur le Nid-de-Corbeau a été adopté, un fardeau énorme n'aurait pas été imposé aux céréaliers de l'Ouest, qu'ils ne peuvent assumer sans voir baisser leurs revenus et augmenter leurs dépenses.

Une réforme représenterait le salut du pays. Chaque région doit être traitée équitablement. Toutefois, je ne voudrais pas qu'un service de renseignement s'attaque à un groupe qui voudrait diriger le pays d'une façon peu orthodoxe. A mon avis, c'est l'un des dangers que comporte un service de renseignement.

Nous voulons que le service de renseignement réussisse à dépister les agents de la cinquième colonne qui veulent anéantir le pays, qui veulent nous asservir à une autre puissance qui pourrait accaparer nos grandes richesses. Je veux donc parler de la cinquième colonne et non des Canadiens qui veulent être fiers de leur pays en s'y prenant autrement.

Monsieur le Président, il faut que la GRC ou le service du renseignement rende des comptes au Parlement. A mon avis, nous ne devons pas laisser le service du renseignement agir à sa guise sans l'obliger à rendre des comptes. Cela ne marcherait tout simplement pas. En raison de la structure presque militaire de la GRC, tous ses membres doivent rendre des comptes, depuis le commissaire jusqu'au simple agent. Chaque détachement a un chef qui doit répondre des actions bonnes ou mauvaises de ses subalternes, fussent-ils agents, caporaux ou officiers. C'est là l'une des raisons pour lesquelles les Canadiens de l'Ouest préféreraient que ce soit la GRC qui continue de s'occuper du renseignement. Ils savent que les membres de la GRC sont disciplinés et qu'ils rendent des comptes. Les autorités qui dirigent la GRC devraient rendre des comptes au

Service du renseignement de sécurité

gouvernement du Canada. A son tour, le gouvernement du Canada devrait assumer toute la responsabilité des mesures qu'il ordonne à la GRC de prendre, parfois contre son gré. Je suis sûr que quelqu'un avait ordonné aux membres de la GRC de prendre les mesures illégales qu'ils ont prises au Québec. Je ne puis croire un seul instant que des membres de la GRC aient pu décider de leur propre chef d'incendier des granges, de voler des documents ou d'enfoncer des portes. J'ai trop d'estime pour eux pour ne pas croire qu'en l'occurrence ils n'ont fait qu'obéir aux ordres. S'ils reçoivent l'ordre de faire quelque chose, ils le font. Cela fait partie de leur discipline, de leur formation et de leur vie. La même observation s'applique aux fantassins, aux aviateurs et aux marins en temps de guerre. La démocratie n'existe pas en temps de guerre. Elle n'existe pas non plus dans l'armée. Il faut quelqu'un pour décider et quelqu'un pour exécuter les ordres. Parfois les sans grade s'imaginent que la pagaille règne. A l'époque où je servais dans l'aviation, bien souvent j'ai pensé que le commandant avait perdu la boule, mais j'ai été à même de constater qu'il savait ce qu'il faisait.

Je me souviens qu'à un certain moment, on m'avait vacciné car j'avais affecté en Extrême-Orient. Toute l'escadron avait hâte de partir, mais nous avons soudain reçu l'ordre de rentrer au Canada. J'ai pensé alors que le gouvernement du Canada ne savait plus ce qu'il faisait, lui qui nous avait ordonné d'abord de nous préparer à partir, et qui nous ordonnait maintenant de rentrer. Nous étions certes heureux de rentrer au Canada, mais nous nous étions portés volontaires pour servir en Extrême-Orient. Quelques jours plus tard, nous apprenions que la bombe avait été lâchée et que si le gouvernement du Canada nous avait ordonné de rentrer, c'est qu'il savait que la guerre était presque finie.

Il faut que quelqu'un prenne les décisions et en assume la responsabilité; c'est ce qui se passe dans la GRC. C'est l'un de ses points forts. Ce matin, j'ai soulevé auprès de mon collègue la question d'une infiltration possible par des membres d'une cinquième colonne. C'est difficile à la GRC. Vous ne commencez pas au haut de l'échelle; bien au contraire, vous devez gravir lentement les échelons. Si une personne a des tendances subversives, on le découvrira certainement dans cinq, dix, quinze ou vingt ans. Ces gens-là ne font pas long feu dans la GRC et c'est l'un de ses points forts. Il est difficile de s'infiltrer dans la GRC et d'influencer les activités du service de renseignement.

Nous avons appris que des agents étrangers s'étaient infiltrés dans les services secrets de la Grande-Bretagne et des États-Unis, ce qui prouve leur habileté. La même chose peut-être se produire à la GRC, mais j'en doute. Chose certaine, ce serait fort possible dans le cas d'un service distinct; nous en avons eu la preuve aux États-Unis et en Grande-Bretagne. C'est là l'un des avantages de la GRC par rapport à un service distinct.

D'un autre côté, un service distinct pourrait attirer des personnes extrêmement intelligentes et compétentes dans ce domaine. Les agents de la GRC sont très bien entraînés également. En Alberta, j'ai rencontré un agent que j'avais connu lorsque je n'étais encore qu'un jeune garçon. Il avait travaillé pour le service de sécurité, mais lorsqu'il avait vu qu'on envisageait très sérieusement de séparer ce service de la GRC, il avait rejoint la GRC dont il voulait demeurer un